

# Tribune des groupes de l'opposition

Les textes ci-dessous sont publiés sous la seule responsabilité de leurs auteurs

## LA GAUCHE



Wilfrid VINCENT



Catherine LEVERT



Joaquim TIMOTEO



Christian Birebent



Fatma  
BOUVET DE LA  
MAISONNEUVE



Joëlle LASSERRE



Carmelia  
de PABLO



Paul-André  
MOULY

## Suppression de la taxe professionnelle. Qui paiera ?

Le Président de la République et le Gouvernement ont décidé de **supprimer la plus grande partie de la taxe professionnelle payée par les entreprises** aux collectivités locales comme notre commune. François Mitterrand la qualifiait « *d'impôt imbécile* ». Pour autant fallait-il la réformer par un impôt plus complexe, plus injuste en déséquilibrant les finances des collectivités locales ?

Si tout le monde était d'accord pour réformer cet impôt, les choix retenus par le Président ne soulèvent que des oppositions.

- Les recettes de la taxe professionnelle financent une grande partie du budget de nos collectivités ; **plus de 10 millions d'euros par an pour Montrouge**. La réforme annoncée reste très floue sur les nouvelles recettes dont disposeront les communes dans les prochaines années. L'Etat s'est engagé à compenser le manque à gagner mais il ne respecte déjà pas ses engagements pour le versement des subventions qu'il doit aujourd'hui.

- Les entreprises ou les professions libérales de moins de 5 salariés ou dont le chiffre d'affaires est inférieur à 500.000 euros ne bénéficieront pas de cette réduction d'impôt. C'est dire que les plus petites entreprises, celles qui offrent le plus d'emplois dans notre pays, n'en tireront aucun avantage.

- **Les 8 à 10 milliards d'euros que représente la suppression de la taxe professionnelle de-**

**vront être payés par les contribuables** qui sont déjà lourdement touchés par la crise.

- Les contribuables les plus riches, qui sont protégés par le « *bouclier fiscal* » cher à Nicolas Sarkozy et à la droite, n'auront pas à payer. C'est encore une fois, les contribuables les plus modestes ou à revenus moyens qui vont payer. Avant la crise, le Premier Ministre disait de notre pays qu'il était « *en faillite* ». Le Président de la République parlait des « *caisses vides* » de l'Etat. Voilà en réalité **le vrai motif de cette réforme qui vise à mettre les collectivités locales sous tutelle du Gouvernement : faire main basse sur leurs ressources.**

La plupart des élus locaux ont manifesté leur opposition à cette réforme. Qu'en pense le maire de Montrouge qui dans son programme municipal s'était engagé à « *l'augmentation des recettes de la taxe professionnelle* » et qui, comme candidat à l'Assemblée nationale, avait soutenu Nicolas Sarkozy ?

*Les élus de la gauche à Montrouge vous souhaitent une bonne et heureuse année.*

POUR CONTACTER LES ÉLUS :

Socialistes : 108, av. Henri Ginoux - 92120 Montrouge

(01 42 53 88 10) Mail : [psmontrouge@free.fr](mailto:psmontrouge@free.fr)

Verts : BP 77 - 92123 Montrouge Cedex.

Mail : [les-verts-montrouge@laposte.net](mailto:les-verts-montrouge@laposte.net)

Radical de gauche : [prgmontrouge@yahoo.fr](mailto:prgmontrouge@yahoo.fr)

## PCF



Catherine ROBINEAU



Claude DROUET

## Des réformes contre les citoyens

Alors que la situation sociale de nombre de nos concitoyens ne cesse de se dégrader, que le chômage n'en finit pas d'augmenter, le gouvernement n'a rien de mieux à faire que de brandir de nouvelles réformes attaquant de plein fouet les collectivités territoriales.

La réforme territoriale et celle dénommée « Grand Paris », auxquelles s'ajoutent la loi de finances 2010 qui risque d'entériner la suppression de la taxe professionnelle, s'inscrivent dans le projet de société du pouvoir actuel : il vise à libérer de nouveaux espaces en faveur du marché et des profits en réduisant le champ de l'intervention publique au détriment de la réponse aux besoins de la population.

Avec la suppression de la taxe professionnelle, au bénéfice des entreprises, le gouvernement veut retirer aux collectivités territoriales les moyens d'agir.

Place à l'étatisme, l'Etat ne payera plus mais il pilotera tout, comme le projet du « Grand Paris » le prévoit. C'est déjà le cas à la Défense où la ville de Nanterre est spoliée au profit de la famille Sarkozy même si un léger recul a été opéré !

Nous sommes face à la traduction pure et simple dans le domaine public de la logique capitaliste qui est à l'origine de la crise financière, économique et sociale.

Pourtant l'argent ne manque pas en France. Il n'est qu'à voir les milliards prêtés aux banques ou le bouclier fiscal de 15 milliards qui limite la contribution fiscale des plus riches ! Il s'agit bien de choix de répartition des richesses.

Nous refusons ces choix politiques et exigeons le retrait de ces projets.

Lors du débat d'orientations budgétaires de Montrouge, nous avons insisté sur les dangers de ces réformes. Ainsi, la suppression de la taxe professionnelle risque de se traduire à terme par un transfert de la charge fiscale des entreprises vers les ménages.

Autant de raisons pour s'opposer à ces reculs qui vont aggraver la situation des Montrougiens.

*Catherine Robineau, Claude Drouet,  
Conseillers Municipaux*

Groupe PCF  
14 rue C. Pelletan  
92120 Montrouge

# Droit de réponse

---